

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1108

14 avril 2016

SOMMAIRE

3W Power S.A.	53174	Gareth Capital S.A.	53148
All Investments	53167	Gim Portfolio Strategies Funds II	53145
Arcsoleil Holdings	53142	Global Finance I Sicav-Fis	53179
BayernInvest Luxembourg S.A.	53143	Gracewell Investment No 4 S.à r.l.	53144
Bellivo S.A.	53184	Gracewell Properties (Abercorn) S.à r.l.	53144
BPI Luxembourg	53180	Green Basil S.A.	53146
Capital International Portfolios 2	53141	Green Holdco S.à r.l.	53145
Carta Investments S.à r.l.	53184	Guardian Industries Europe Holding S.à r.l.	53146
Champ Cargosystems S.A.	53144	Guardian International Services and Transac- tions S.A.	53145
Cheniere International Investments	53143	Guardian Poland Investments S.à r.l.	53140
Cofipier S.A.	53177	Ileos Manco S.à r.l.	53139
Cofipier S.A. - SPF	53177	Immodom Construct S.A.	53147
Compagnie Luxembourgeoise Immobilière ..	53180	JBS Aspelt S.à r.l.	53147
Corporate II	53167	Jorina s.à r.l.	53147
Deng Mei Gao SC	53138	Lisolux S.à r.l.	53181
Dhamma Participations S.A.	53142	Melies S.A.	53182
Digital Consulting Company S.A.	53142	Orbis Investments Solutions	53183
EFN Inter Trading	53167	RDC Holdings Luxembourg S.à r.l.	53139
Elves S.A.	53140	Tower Training & Consulting S.à r.l.	53138
EMRI S.A.	53141	VAHOCA FOCUS FUND	53148
Etech Investissements S.A.	53141	Venn Carried Interest GP S.à r.l.	53140
Etem S.à r.l.	53138	Wine Brothers S.à r.l.	53162
European Supreme Halal Council	53138		
Fame Group Sàrl	53141		
F & B Constructions S.A.	53146		
Franco Dragone Entertainment Group S.à r.l.	53143		

Deng Mei Gao SC, Société Civile.

Siège social: L-3397 Roeser, 2, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg E 4.797.

Assemblée générale du 04 février 2016

Il a été décidé du transfert du siège, avec effet immédiat, du 65, Route d'Esch L-3340 HUNCHERANGE à 2, Rue du Brill L-3397 ROESER.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée

Référence de publication: 2016062930/12.

(160024128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Etem S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 72.528.

Extrait de l'A.G. extraordinaire du 08 février 2016 au siège de la société

L'assemblée décide de nommer en remplacement de la société ABC IMPORT-EXPORT Sàrl RCS Luxembourg B24 112 siégeant au 25A, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg représentée par Monsieur Bernard ZIMMER, Monsieur Bernard HARDENNE né le 06/11/1965 à Verviers (Belgique) demeurant au 1, rue du Fort Wallis à L-2714 Luxembourg, en tant que gérant de la société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016062971/13.

(160024768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

European Supreme Halal Council, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 196.386.

A ce jour, Maître Saliha DEKHAR domiciliaire, dénonce le siège de la société European Supreme Halal Council, Société à responsabilité limitée (RCS Luxembourg B 196.386.), ayant son siège social au L-1475 Luxembourg, 1, rue du Saint-Esprit.

Référence de publication: 2016062974/9.

(160024298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Tower Training & Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 88.333.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 24 Novembre 2015

Les associés réunis en assemblée générale extraordinaire ayant pris les résolutions suivantes:

1) acceptation de la cession de parts sociales du 4 Janvier 2016.

décision prise a l'unanimité des associés présents

Les parts sociales sont dorénavant réparties comme suit pour un prix de 12,400€

Results Rules OK Limited, enregistrée a 96 Broad Street, Birmingham B151AUf Royaume-Uni, représentée par M. David Holland

2) transfert du siège social de 5 rue Pierre Federspiel a L-1512 Luxembourg vers le 3 rue Thomas Edison a L-1445 Luxembourg du 24 novembre 2015

décision prise a l'unanimité des associés présents

TOWER TRAINING & CONSULTING sàrl

John Alan FRANK

Gérant

Référence de publication: 2016063412/20.

(160024290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

RDC Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 430.934.923,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 167.417.

Il est notifié qu'en date du 1^{er} février 2016, la Société a pris acte:

- de la démission de Monsieur Michael Doyle Boykin en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 janvier 2016.

La Société a également décidé de nommer:

- Monsieur Charman John Ancheta, né le 21 mars 1982 à Hawaii, États-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610, Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 janvier 2016 et pour une durée indéterminée.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- M. Charman John Ancheta, gérant de catégorie A;
- M. Ralph John Whelan, gérant de catégorie A;
- M. Martinus Cornelis Johannes Weijermans, gérant de catégorie B;
- M. Robert van 't Hoeft, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RDC Holdings Luxembourg S.à r.l.
Martinus Cornelis Johannes Weijermans
Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2016063308/24.

(160024408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Ileos Manco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.870.032,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 165.414.

Suite à un contrat de cession en date du 8 janvier 2016, les associés suivants ont cédé leurs parts à OCM Luxembourg Ileos Investments S.à r.l. (B165379) comme suit:

- | | |
|---------------------------------------|---|
| - Philippe Declerck cède: | 264.906 parts sociales préférentielles de classe 1 et
324.225 parts sociales préférentielles de classe 2. |
| - Olivier Maitre-Jean cède: | 183.123 parts sociales préférentielles de classe 1; et
224.128 parts sociales préférentielles de classe 2. |
| - Emmanuel Augagneur cède | 49.951 parts sociales préférentielles de classe 1;
61.137 parts sociales préférentielles de classe 2; et
33.162 parts sociales de classe B. |
| - Pierre Hauw cède | 34.022 parts sociales préférentielles de classe 1;
41.641 parts sociales préférentielles de classe 2; et
22.587 parts sociales de classe B. |
| - Vivian Théry cède | 61.101 parts sociales préférentielles de classe 1;
74.784 parts sociales préférentielles de classe 2; et
40.565 parts sociales de classe B. |

OCM Luxembourg Ileos Investments S.à r.l. est désormais détenteur de:

- 1 part sociale de classe A
- 115.616 parts sociales de classe B
- 612.417 parts sociales préférentielles de classe 1
- 749.555 parts sociales préférentielles de classe 2

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Référence de publication: 2016063067/30.

(160024121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Guardian Poland Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 49.372.400,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 19, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 85.757.

—
EXTRAIT

Gabor Harakaly et Vincent Pringiers, gérants de la Société, ont changé d'adresse et résident professionnellement à Atrium Business Paris, Extimus Building, 19 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg depuis le 29 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016063045/14.

(160024755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Venn Carried Interest GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.593.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 27 janvier 2016

En date du 27 janvier 2016, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Joost Tulkens, en tant que gérant de la Société et ce avec effet au 31 décembre 2015.
- de nommer Gaëlle Attardo-Kontzler, née le 16 février 1982 à Forbach, France, demeurant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une période indéterminée, et ce avec effet au 31 décembre 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Harald Thul

Hille-Paul Schut

Gaëlle Attardo-Kontzler

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Gaëlle Attardo-Kontzler

Mandataire

Référence de publication: 2016063428/23.

(160024874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Elves S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 115.410.

—
*Extrait des résolutions adoptées en date du 22 janvier 2016 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société
Elves S.A.*

- M. Alexandre TASKIRAN a démissionné de ses fonctions avec effet au 23 décembre 2015.
- Mme Joanna DROZD, employée privée, née à Opole (Pologne), le 16 juin 1980, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été cooptée administrateur de la Société avec effet au 23 décembre 2015 et jusqu'au 5 octobre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elves S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016063663/17.

(160025402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

EMRI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 64.482.

Le siège social de la société a été transféré avec effet immédiat, à l'adresse suivante:

45, Route d'Arlon
L-8009 Strassen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 1^{er} décembre 2015.

EMRI SA

Référence de publication: 2016063664/13.

(160025132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Etech Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 164.448.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue le 30 novembre 2015 à Luxembourg

Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 8, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ETECH INVESTISSEMENTS S.A.

Signature

Référence de publication: 2016063668/14.

(160025661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Fame Group Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 184.559.

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 26 janvier 2016 que:

Le siège social de la société a été transféré du 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg avec effet au 4 janvier 2016.

Madame Corinne Shim Sophie Muller, gérant B, et Monsieur Johannes Andries van den Berg, gérant A, sont désormais domiciliés professionnellement au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg avec effet au 4 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016063683/15.

(160025532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Capital International Portfolios 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 139.643.

EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Stephen Gosztony a démissionné de sa fonction d'Administrateur de la Société Capital International Portfolios 2 avec effet au 1^{er} octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Référence de publication: 2016063596/12.

(160025838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Digital Consulting Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 51, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 81.398.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2015

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DIGITAL CONSULTING COMPANY S.A.» avec siège social à L-9980 Wilwerdange, 51, Hauptstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro B 813 98, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale Extraordinaire accepte la démission de l'administrateur-délégué, Monsieur Edgard GROSJEAN. Elle lui confirme son mandat en tant qu'administrateur et en tant que président du conseil d'administration.

Pouvoir de signature: Conjointe

Deuxième résolution

Madame Christine GROSJEAN, demeurant à B-4950 Waimes, 1, rue des Ecoles, est nommée nouveau administrateur-délégué de la société.

La société sera représentée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

La nomination de Madame Christine GROSJEAN sera valable jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire, qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

DIGITAL CONSULTING COMPANY SA

Référence de publication: 2016063624/23.

(160025447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Dhamma Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 130.656.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 3 février 2016, que l'assemblée des actionnaires a décidé d'accepter la démission de Messieurs Christophe ANTINORI et Xavier FABRY de leur mandat administrateur, avec effet au 3 février 2016.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de nommer avec effet immédiat Monsieur Olivier CRAMBADE, né le 5 octobre 1960 à Nîmes (France), demeurant 20A, Calle Ronda de Abubilla, ES-28043 Madrid (Espagne) et Madame Cristina LEAL FERNANDEZ, née le 29 août 1977 à Madrid (Espagne), demeurant 2, Calle Del Maestro, 3° B, ES-28901 Getafe (Espagne), en tant que nouveaux administrateurs, en remplacement des administrateurs démissionnaires.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

L'assemblée générale des actionnaires a pris acte du changement d'adresse de l'administrateur Monsieur Philippe ES-POSITO, lequel réside désormais Calle FF CC Cuernavaca n° 307 D201, CP. 11320 Miguel Hidalgo, DF Mejico (Mexique).

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016063633/20.

(160025486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Arcsoleil Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 96.056.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 9 novembre 2015

L'Assemblée prend note du changement d'adresse de M. Michel BOURRIT et de M. David BYROM au 24 Quai du Seujet, CH-1201 Genève.

Référence de publication: 2016062758/11.

(160024765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

BayernInvest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 37.803.

Herr Dr. Jörg Senger, Brienner Str. 18, D-80333 München hat sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates der BayernInvest Luxembourg S.A. mit Wirkung zum 31. Oktober 2015 niedergelegt.

Herr Guy Schmit, 6B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach hat sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates und als Geschäftsführer der BayernInvest Luxembourg S.A. mit Wirkung zum 31. Dezember 2015 niedergelegt.

Der Verwaltungsrat hat Herrn Marjan Galun, Karlstraße 35, D-80333 München mit Wirkung zum 1. November 2015 als Mitglied des Verwaltungsrates kooptiert bis zur Bestätigung durch die Generalversammlung, die am 18. März 2016 stattfinden wird.

Der Verwaltungsrat stellt fest, dass die Mitglieder des Verwaltungsrates folgende Berufsanschrift haben:

- Dr. Klaus Volker van Rùth, Karlstraße 35, D-80333 München
- Katja Lammert, Karlstraße 35, D-80333 München
- Marjan Galun, Karlstraße 35, D-80333 München

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2016062808/21.

(160024662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Cheniere International Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.817.

En date du 1^{er} février 2016, Cheniere Marketing, LLC, associé unique de la société, a décidé comme suit:

1/ De prendre acte et d'accepter la démission de Monsieur Michael Wortley, Gérant de la société, avec effet au 22 janvier 2016.

2/ De nommer Madame Meg Gentle, née le 14 juillet 1974 à Virginia, États-Unis, ayant son adresse professionnelle au Berkeley Square House, Floor 5, Wing 4 Berkeley Square, London W1J6BY, United Kingdom, en tant que Gérant de la société, avec effet au 22 janvier 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Référence de publication: 2016062853/16.

(160024210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Franco Dragone Entertainment Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 155.951.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société en date du 12 novembre 2015

Le 12 novembre 2015, l'associé unique de la Société:

- a pris acte de la démission de Monsieur Simon PIERET en tant que gérant A avec effet au 2 décembre 2013;
- a pris acte de la démission de Monsieur Mr. Wim J.A. RITS en tant que gérant B avec effet au 20 avril 2014;
- a pris acte du fait que la Société est désormais gérée par un gérant unique et a décidé de requalifier Mr. Austin Llewellyn SEALY en tant que gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Franco Dragone Entertainment Group S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016063687/17.

(160025182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Gracewell Investment No 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 170.845.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B1 de la Société, est désormais la suivante:

- 39, rue de l'Europe, L-7225 Bereldange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2016.

Gracewell Investment N° 4 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016063718/16.

(160025646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Gracewell Properties (Abercorn) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.442.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B1 de la Société, est désormais la suivante:

- 39, rue de l'Europe, L-7225 Bereldange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2016.

Gracewell Properties (Abercorn) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016063719/16.

(160025647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Champ Cargosystems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 2, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 96.736.

Extrait des décisions des actionnaires de la Société adoptées le 8 février 2016

Les actionnaires de la Société ont pris acte et ont accepté la démission de David Lavorel de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 31 janvier 2016 et ont décidé de nommer, avec effet au 1^{er} février 2016, Colm O'Higgins, résidant au 5, chemin de la Grand Ouch, 1290 Versoix, Suisse, en tant qu'administrateur de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui approuvera les comptes annuels 2015 de la Société.

En conséquence de ce qui précède, en date du 1^{er} février 2016, le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- William David Miller, administrateur;
- Dirk Reich, administrateur;
- Francesco Violante, administrateur;
- Richard Forson, administrateur; et
- Colm O'Higgins, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CHAMP CARGOSYSTEMS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016062888/22.

(160024787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Gim Portfolio Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Luxembourg, 80, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 112.483.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 29 janvier 2016, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'GIM Portfolio Strategies Funds II' ont pris les résolutions suivantes:

- Réélection des membres du conseil d'administration qui est composé comme suit jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2017:

- * Mr Iain Os Saunders
- * Mr Jacques Elvinger
- * Mr Jean Frijns
- * Mr John Li-How-Cheong
- * Mr Daniel Watkins
- * Mr Massimo Greco
- * Mr Peter Schwicht

- Réélection de PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative en tant que réviseur d'entreprises de la société, pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 2 février 2016.

Référence de publication: 2016063036/21.

(160024327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Guardian International Services and Transactions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 19, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 72.363.

EXTRAIT

Gabor Harakaly, Dimitri Storme et Vincent Pringiers, administrateurs de la Société, ont changé d'adresse et résident professionnellement à Atrium Business Park, Extimus Building, 19 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg depuis le 29 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016063044/13.

(160024551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Green Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 1.542.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 198.977.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 31 décembre 2015, que l'associé unique de la Société, Green Topco S.à r.l., a transféré la totalité de 1 part sociale qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

(1) Audrey Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 201.835;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Green Topco S.à r.l.	1,541,999,999 parts sociales ordinaires (Stammanteile)
Green Topco S.à r.l.	152,658,000,000 parts sociales préférentielles (Vorzesanteile)
Audrey Topco S.à r.l.	1 part sociale ordinaires (Stammanteile)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 février 2016.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2016063732/20.

(160025790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Green Basil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 108.441.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue extraordinairement en date du 05 février 2016 que;

- La démission de Madame Marina KERNEUR, administrateur de la Société, a été acceptée avec effet au 05 février 2016;

- La démission de Madame Katia CAMBON, administrateur de la Société, a été acceptée avec effet au 05 février 2016;

- Monsieur Patrick MOINET, né le 6 juin 1975 à Bastogne (Belgique) demeurant professionnellement au 6, rue Guillaume Schneider L- 2522 Luxembourg, a été nommé Administrateur de la Société, avec effet au 05 février 2016 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015;

- Monsieur Gilles DEPIENNE, né le 2 janvier 1977 à Virton (Belgique), demeurant professionnellement au 6, rue Guillaume Schneider L - 2522 Luxembourg, a été nommé Administrateur de la Société, avec effet au 05 février 2016 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016063755/20.

(160025405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Guardian Industries Europe Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.012.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 19, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 190.531.

—
EXTRAIT

Gabor Harakaly, Dimitri Storme et Vincent Pringiers, gérants de la Société, ont changé d'adresse et résident professionnellement à Atrium Business Park, Extimus Building, 19 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg depuis le 29 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016063737/14.

(160024994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

F & B Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 40A, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 60.510.

—
AUSZUG

Aus einem Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft mit beschränkter Haftung F & B Constructions S.A., mit Sitz in L-6970 Oberanven, 40a, rue Andethana, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 60.510, vom 23. Mai 2015 geht hervor dass:

- dass die Amtszeit von Frau Marina FABER, wohnhaft in D-54669 Bollendorf, Sauerstaden 40, als Verwaltungsratsmitglied um 3 Jahre verlängert wurde;

- dass die Amtszeit von Herrn Reiner BLADT, wohnhaft in L-5552 Remich, 51, route de Mondorf, als Verwaltungsratsmitglied um Jahre verlängert wurde;

- dass die Amtszeit von Herrn Otmar FABER, wohnhaft in D-54669 Bollendorf, Sauerstaden 40, als Verwaltungsratsmitglied um 3 Jahre verlängert wurde;

- dass die Amtszeiten von Herrn Reiner BLADT und Herrn Otmar FABER, beide vorerwähnt, als geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder um 3 Jahre verlängert wurde.

Echternach, den 9. Februar 2016.

Référence de publication: 2016063678/20.

(160025398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Immodom Construct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 196.963.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée de la Société en date du 1^{er} février 2016:

1. La démission de Monsieur Michel Van Dyck, a été acceptée avec effet au 1^{er} février 2016.
2. Monsieur Sergio Natario Vitali, né le 28 octobre 1976 à Sebastiao da Pedreira, Portugal, demeurant au 16, rue Kahlenbeerch, L-6452 Echternach, a été nommé en tant qu'administrateur, avec effet au 1^{er} février 2016, et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle en l'an 2020.

Suite aux résolutions qui précèdent, le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

Pascal Vandooren, administrateur

Luis Pedro Vasconcelos Ferreira Antonio, administrateur

Sergio Natario Vitali, administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064537/20.

(160025939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Jorina s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 169.858.

—
Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 31 décembre 2015

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Jorina s.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016064545/14.

(160026081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

JBS Aspelt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 202.149.

—
Suite au transfert, le 23 décembre 2015, de la totalité des parts sociales de la Société à JBS USA Holdings LLC, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de l'Etat du Delaware (États-Unis d'Amérique), ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, County of New Castle, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée auprès du bureau du Secrétaire d'Etat du Delaware sous le numéro 3832762, devenue JBS USA Holding Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 203.413, le capital social de la Société est désormais détenu comme suit:

JBS USA Holding Lux S.à r.l.: 20.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

La Société

Signature

Référence de publication: 2016064551/20.

(160025946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Gareth Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 157.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076502/9.

(160041364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

VAHOCA FOCUS FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 205.210.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fifth day of April.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

There appeared the following:

VAHOCA PTE. LTD., with registered office 25 Duxton Hill, #01-01, Singapore 089608, registered in the Republic of Singapore under Company registration number 200808670N,

here represented by Mr. Nicolas ALVES, Bank employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on given on 4th April 2016, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which it declares to form:

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "VAHOCA FOCUS FUND" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and/or in permitted assets eligible for an undertaking for collective investment under Part 1 of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as the same may be amended (hereinafter the "Law of 2010"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 2010.

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities (hereinafter "UCITS").

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-), or the equivalent in

US Dollars. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The initial capital is forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-), represented by forty (40) fully paid up shares without par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class shall be invested in transferable securities and/or in other liquid financial assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a subfund (individually a "Sub-Fund", collectively the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 for each class or for two or more classes in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in euro, be converted into euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

Art. 6. Form of Shares. (1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. This decision will be reflected in the prospectus of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, they will be issued on dematerialised basis and deposited in a securities account maintained in the name of the holders of such shares with an authorised account holder or a provider of settlement services (hereinafter the "dematerialised shares").

If dematerialised shares are issued, registered shares may be converted into dematerialised shares and dematerialised shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into dematerialised shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and by an entry in a securities account maintained in the name of the holders of such shares in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of dematerialised shares into registered shares will be effected by cancellation of the dematerialised shares position in the securities account maintained in the name of the holder of such shares, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

(2) If dematerialised shares are issued, transfer of dematerialised shares shall be affected by booking the appropriate movements on the securities accounts maintained in the name of the successive holder(s) of such shares. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed into the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class or Sub-Fund. The board of directors may further impose minimum amounts of subscriptions as provided for in the sales documents for the shares, as the case may be.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed five Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, if applicable, for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such securities comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders unless otherwise decided by the board of directors

Subscription requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed five Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provisions of Article 12 hereof.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of the relevant Sub-Fund or in any Sub-Fund would fall below such minimum amount as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class or Sub-Fund.

The prospectus of the Company shall also provide additional information and conditions regarding situation whereby the Board can compulsorily redeem shares from any given shareholder.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the net asset value of a specific Sub-Fund, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest cent of the relevant currency as the board of directors shall determine.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or class has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund or class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to compulsorily redeem all, but not less than all, of the shares of such

Sub-Fund or class at the net asset value per share in such Sub-Fund or class (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of such Sub-Fund or class at least thirty (30) calendar days prior to the Valuation Day at which the redemption shall take effect. Registered holders shall be notified in writing.

The Company may agree to deliver transferable securities against a request for redemption in kind, provided that the relevant investor formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg laws have been respected, and in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report. The value of such transferable securities shall be determined according to the principles applied for the calculation of the net asset value per share. The board of directors must make sure that the redemption of such transferable securities shall not be detrimental to the other shareholders. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders unless otherwise decided by the board of directors

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes, calculated on the same Valuation Day.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of the relevant Sub-Fund or in any Sub-Fund would fall below such minimum amount as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class or Sub-Fund.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the conditions and terms set out in Article 12 below.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in the current prospectus of the Company, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing into the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, (i) in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and the registered share certificate(s) representing such share(s), if any, will be cancelled, and (ii) in the case of dematerialised shares, position in the relevant securities account shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share

certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant class or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded to three decimals as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

On any Valuation Day the board of directors may determine to apply an alternative net asset value calculation method (to include such reasonable factors as they see fit) to the net asset value per share. This method of valuation is intended to pass the estimated costs of underlying investment activity of the Company to the active shareholders by adjusting the net asset value of the relevant share and thus to protect the Company's long-term shareholders from costs associated with ongoing subscription and redemption activity.

This alternative net asset value calculation method may take account of trading spreads on the Company's investments, the value of any duties and charges incurred as a result of trading and may include an allowance for market impact.

Where the board of directors, based on the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by shareholders or potential shareholders in relation to the size of the relevant Sub-Fund, has determined for a particular Sub-Fund to apply an alternative net asset value calculation method, the Sub-Fund may be valued either on a bid or offer basis (which would include the factors referenced in the preceding paragraph).

The valuation of the net asset value of the different classes shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all units or shares of other undertakings for collective investment;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of each security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of each security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of undertakings for collective investment (including share issued by the Sub-Fund of the Company held by another Sub-Fund of the Company) will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) The value of money market instruments not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets and with a remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion but in accordance with the applicable generally accepted Luxembourg accounting principles (or in accordance with International Financial Reporting Standards if so expressly decided by the board of directors), may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to organisational and offering expenses, fees payable to its management company, investment managers and advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and correspondents as the case may be, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, distributors, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, translating, advertising and distributing prospectuses. KIID, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, share

certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, expenses in relation of the development of the Company i.e. “marketing costs”, setting up costs and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex charges and winding-up costs. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes in the following manner:

a) If two or more classes relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) any other specific features applicable to one class;

In the event that for any reason the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or as a matter of economic rationalization, the board of directors may decide to amend the rights attached to any class of shares so as to include them in any other existing class of shares and redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class. Such decision will be subject to the right of the relevant shareholders to request, without any charges, the redemption of their shares or, where possible, the conversion of those shares into shares of other classes within the same Sub-Fund or into shares of same or other classes within another Sub-Fund.

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that class, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of the relevant classes or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class, the net asset value of such class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors (as defined in the prospectus of the Company), such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue, conversion and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the notification or publication of (i) a convening notice to a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the dissolution and liquidation of the Company or the notice informing the shareholders of the decisions of the board of directors to liquidate one or several Sub-Funds or (ii) the notice informing the shareholders of the decisions of the board of directors to liquidate one or several Sub-Funds or (iii) as far as such suspension is justified by the need of protection of shareholders, a notice informing the shareholders of the decision of the board of directors to merge one or several Sub-Funds;

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

h) during any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner;

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of undertakings for collective investment the Company is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value per share in a Sub-Fund.

j) regarding a feeder Sub-Fund, if its master UCITS temporarily suspends the repurchase, redemption or subscription of its units or shares, whether as its own initiative or at the request of its competent authorities, within the same period of time as the master UCITS.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders, if appropriate, and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any class shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares validly cast.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a simple majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors is present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 19 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Company to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the «Management Company»).

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf one or more of its functions as hereabove mentioned.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

The investments of each Sub-Fund shall consist solely of:

(a) transferable securities and money market instruments listed or dealt in on a regulated market.

(b) transferable securities and money market instruments dealt in on an other regulated market in a Member State of the European Union.

(c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing or dealt in on a regulated market in any State of Europe which is not a Member State of the European Union, and any State of America, Africa, Asia Australia, and Oceania.

(d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market as described above, and that such admission is secured within one year of the issue.

(e) money market instruments other than those dealt in on a regulated market.

(f) units of undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the assets of the undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents be invested in aggregate in units of other undertakings for collective investment.

(g) units or shares of a master fund qualified as an undertaking for collective investment in transferable securities within the meaning of EC Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities, as may be amended from time to time.

(h) units or shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company under the conditions provided for by the Law of 2010.

(i) deposits with credit institutions.

(j) financial derivative instruments.

A Sub-Fund may invest in accordance with the principle of risks spreading up to 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, another member State of the OECD, by the Federative Republic of Brazil, by the Republic of Singapore or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Sub-Fund holds securities or money market instruments from at least six different issues and securities or money market instruments from one issue do not account for more than 30% of its total net assets.

The Fund is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any investment manager, any investment adviser, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as to honourableness and professional experience and who shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title V. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent all the Company's shareholders. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda.

It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at the Company's registered office or any other address in Luxembourg, as a place specified in the convening notice, on the last bank business day in Luxembourg of April at 11.30 a.m.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

If and to the extent permitted by laws and regulations in force in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders may meet on a date, at a time or in a place other than those described in the preceding paragraph. In such a case, this date, time and place shall then be determined by a decision of the board of directors.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the convening notices.

The quorums and notice periods required by the laws of Luxembourg shall apply to the notices convening meetings and the organisation of general meetings of shareholders of the Company unless there are provisions to the contrary in these articles of association.

Subject to complying with the conditions stipulated in laws and regulations in force in Luxembourg, notices convening general meetings of shareholders may specify that the applicable quorum and majority shall be determined by reference to the shares issued and in circulation on a certain date and time preceding the general meeting (the "Registration Date"), it being understood that the right of a shareholder to participate in the general meeting of shareholders and the voting rights attached to the shareholder's share(s) shall be determined according to the number of shares held by the shareholder on the Registration Date.

Each share of whatever class is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation.

Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favor of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favor or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nihil votes shall not be taken into account.

Ordinary and extraordinary general meetings shall be convened by the board of directors after notification setting out the agenda, published in accordance with the laws of Luxembourg and if required and sent by ordinary or registered mail, at least eight days before the general meeting to all registered shareholders at their address shown in the register of shareholders.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes. The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of Article 23 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class are passed by a simple majority of the validly cast votes.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

Art. 24. Closure of Sub-Funds and/or Classes. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or class has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund or class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund or of the relevant class at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes at least thirty (30) calendar days prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations: registered holders shall be notified in writing and the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the effective date for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for the period required by Luxembourg law and/or regulations; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 25. Mergers of the Company or Sub-Funds.

Merger decided by the Board of Directors.

The board of directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

Merger of the Company:

The board of directors may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- another Luxembourg or foreign UCITS (the "New UCITS"); or
- a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Company as shares of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

In case the Company is the receiving UCITS (within the meaning of the Law of 2010), solely the board of directors will decide on the merger and effective date thereof.

In case the Company involved in a merger is the absorbed UCITS (within the meaning of the Law of 2010), and hence ceases to exist, the general meeting of the shareholders has to approve, and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes cast at such meeting.

Merger of the Sub-Funds:

The board of directors may decide to proceed with a merger of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- another existing Sub-Fund within the Company or another sub-fund within a New UCITS (the "New Sub-Fund"); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable.

Merger decided by the Shareholders:

Notwithstanding the provisions under section above "Merger decided by the Board of Directors", the general meeting of shareholders may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed

by the Law of 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

Merger of the Company:

The general meeting of the Shareholders may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- a New UCITS; or
- a new sub-fund thereof.

The merger decision shall be adopted by the general meeting of shareholders with (a) a presence quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company; and (b) a majority requirement of at least two-thirds of the votes validly cast.

Merger of the Sub-Funds:

The general meeting of the shareholders of a Sub-Fund may also decide to proceed with a merger of the relevant Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- any New UCITS; or
- a New Sub-Fund,

by a resolution adopted with (a) a presence quorum requirement of at least one half of the shares of the Sub-Fund; and (b) a majority requirement of at least two-thirds of the votes validly cast.

Rights of the shareholders and costs to be borne by them:

In all the merger cases under sections above, the shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the Law of 2010.

Any cost associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Company nor to its shareholders.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty first of December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of each Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions to shareholders only.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses into the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title VI. Final provisions

Art. 28. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (hereinafter the "custodian").

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2017.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe to the shares as follows:

Shareholder	Capital subscribed	Classes of shares	Number of shares
VAHOCA PTE. LTD.	USD 20.000,-	Class F - USD of the G2 Global Opportunity Long Short Fund	20
VAHOCA PTE. LTD.	USD 20.000,-	Class F - USD of the G2 US Alpha Long Only Fund	20
Total:	<u>USD 40.000,-</u>		<u>40</u>

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-General Meeting of Shareholders The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors, their term of office expiring at the Annual General Meeting in 2017:

M. Herwig Van Hove, Director, Vahoca Pte. Ltd., Belgian, born in Wilrijk (B) on 5th September 1969, residing professionally at 25 Duxton Hill, #01-01, Singapore 089608 Mr. Max von Bismarck, Partner, G Squared Capital LLP, German, born in Dar Es Salaam (Tanzania) on 1st May 1975, residing professionally at Dashwood House, 69 Old Broad Street, EC2M1 QS London Mrs. Sophie Mosnier, Independent Director, French, born in Paris (F) on 3rd May 1979, residing professionally at 24 Rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

II. The following is elected as independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”), its term of office expiring at the Annual General Meeting in 2017:

DELOITTE AUDIT S.à r.l., société à responsabilité limitée, 560, Rue de Neudorf L-2220 Luxembourg.

III. The address of the Company is set at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: N. ALVES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11042. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090453/791.

(160058917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

Wine Brothers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6930 Mensdorf, 28, rue de Uebersyren.

R.C.S. Luxembourg B 203.317.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le douze janvier,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

1. Monsieur Denis Georges Claude MANGIN, gérant de société, né le 15 juin 1968 à Metz (France), résidant 28 rue de Uebersyren à L-6930 Mensdorf.

2. Monsieur Philippe Alexandre Marcel MANGIN, gérant de société, né le 28 novembre 1963 à Metz (France), résidant 28 rue de Uebersyren à L-6930 Mensdorf.

tous les deux représentés par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu de deux procurations

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - siège social - objet social - durée

Art. 1^{er}. Dénomination. La dénomination de la société est «WINE BROTHERS S.à r.l.» (la «Société»).

La Société est une société à responsabilité limitée soumise et régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales») ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Betzdorf, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La société a pour objet le commerce de gros et de détails de toutes boissons alcoolisées ou non.

3.2 La société pourra faire toutes opérations d'import et export de biens mobiliers et objets divers en vue de la revente au Luxembourg et à l'étranger.

3.3 La Société a également pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra par ailleurs investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.4. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

3.5. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à l'immobilier ou à la propriété mobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil, composé d'au moins (2) gérants.

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux (2) gérants, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le conseil de gérance.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 Dans ce cas, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le premier mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un Jour Ouvrable), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

Souscription et Libération

Monsieur Denis Georges Claude MANGIN, prénommée, déclare souscrire à 51% des parts sociales de la société, soit six mille trois cent soixante-quinze (6.375) parts sociales, sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de six mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 6.375,-).

Monsieur Philippe Alexandre Marcel MANGIN, prénommée, déclare souscrire à 49% des parts sociales de la société, soit six mille cent vingt-cinq (6.125) parts sociales, sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de six mille cent vingt-cinq euros (EUR 6.125,-).

Le montant total de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Monsieur Denis Georges Claude MANGIN, gérant de société, né le 15 juin 1968 à Metz (France), résidant 28, rue de Uebersyren à L-6930 Mensdorf, est nommé gérant unique de la Société pour une période indéterminée.
- 2) Le siège social de la Société est établi à L-6930 Mensdorf, 28, rue de Uebersyren.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en français.

Dont Acte, fait et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 janvier 2016. Relation GAC/2016/455. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016057148/259.

(160017047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Corporate II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 131.531.

1. ES WIRD FESTGESTELLT UND BESTÄTIGT, dass Herr Markus Kohlenbach sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates zum 1. Dezember 2015 niedergelegt hat.

Référence de publication: 2016064344/9.

(160026324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

**EFN Inter Trading, Société à responsabilité limitée,
(anc. All Investments).**

Siège social: L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 175.133.

Im Jahre zweitausendsechszehn, den dreiundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Wurde eine ausserordentliche Generalversammlung der Aktionären der Aktiengesellschaft "ALL INVESTMENTS", mit Sitz in L-2543 Luxemburg, 30, Dernier Sol, eingetragen beim Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 175.133, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Maître Joseph ELVINGER, damals Notar mit Amtssitz in Luxemburg, vom 7. Februar 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 800 vom 4. April 2013.

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Herrn Henri DA CRUZ, Angestellter, mit Berufsanschrift in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Der Vorsitzende ernennt zur Schriftführer Herrn Bob PLEIN, Angestellter, mit Berufsanschrift in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Zum Stimmzähler wird ernannt Herrn Max MAYER, Angestellter, mit Berufsanschrift in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass aus einer Anwesenheitsliste, welche durch das Bureau der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, hervorgeht, dass die viertausendfünfhundert (4.500) Aktien, welche das gesamte Kapital darstellen hier in dieser Versammlung gültig vertreten sind, welche somit ordnungsgemäß zusammengestellt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen kann, da alle anwesenden und vertretenen Aktionäre, nach Kenntnisaufnahme der Tagesordnung, bereit waren, ohne Einberufung hierüber abzustimmen.

Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, bleibt gegenwärtigem Protokoll, zusammen mit der Vollmacht, mit welchem sie registriert wird, als Anlage beigelegt.

II.- Dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

1. Umwandlung der Gesellschaft von einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit sofortiger Wirkung.

2. Umwandlung der viertausendfünfhundert (4.500) Aktien in Anteilen.

3. Rücktritt der gegenwärtigen Verwaltungsratsmitglieder und Entlastung.

4. Rücktritt des gegenwärtigen Kommissars und Entlastung.

5. Änderung des Gesellschaftsnamen in EFN Inter Trading.

6. Änderung des Gesellschaftszwecks.

7. Sitzverlegung nach L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord.

8. Komplette Neufassung der Satzung der Gesellschaft mit Änderung des Gesellschaftszwecks.

9. Ernennung von zwei Geschäftsführern.

10. Verschiedenes.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasst die Versammlung nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung von einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, auf Grund des vorstehenden Beschlusses, die viertausendfünfhundert (4.500) Aktien in viertausendfünfhundert (4.500) Anteilen umzuwandeln.

Alle viertausendfünfhundert (4.500) Anteilen werden von Frau Nicole FELLER, Verkäuferin, geboren am 14. Juli 1970 in Luxemburg, mit Berufsanschrift in L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord gehalten.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt der von Herrn Frédéric DEFLORENNE als Alleinverwalter an und erteilt ihm, per Spezialvotum, Entlastung für die Ausübung seines Mandats bis zum heutigen Tag.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt des gegenwärtigen Kommissars Fiduciaire Deflorenne & Associés S.à r.l. an und erteilt ihm, per Spezialvotum, Entlastung für die Ausübung seines Mandats bis zum heutigen Tag.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst:

- den Namen der Gesellschaft in EFN Inter Trading zu ändern;
- den Gesellschaftssitz nach L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord zu verlegen;
- dem Gesellschaftszweck folgenden Wortlaut zu geben:

„Die Haupt Aktivität der Gesellschaft ist die Herstellung, Reparatur und Vermarktung von Schmuck. Die Firma wird auch beratend agieren für die Herstellung von Schmuck. Diese Produkte werden vermarktet an Endkunde oder über Händler. Die Firma wird auch den Kauf von Edelsteine, Gold, Silber, Platin tätigen.

Die zweite Aktivität ist im Bereich Handel und Beratung. Die Gesellschaft wird anderen Firmen behilflich sein bei der Vermarktung von Ihre Produkte im Bereich Land-, Bau-, Forst-, und Gartenbau Maschinen Weltweit. Die Firma hilft bei der Vermarktung in dem sie Hersteller von Land-, Bau, Forst-, und Gartenbau Maschinen repräsentiert bei Endkunde, Händler, Importeuren und Messen in der ganze Welt. Sie Organisiert die Märkte, vertritt die Hersteller auf Messen, organisiert die Verkaufsunterlagen, Übersetzt und lässt Übersetzen, die notwendigen Unterlagen, entwickelt Marketing Strategien um Märkte zu erobern. Organisiert die Lieferung von den verkauften Maschinen.

Die Gesellschaft steht auch für Marktforschungen Weltweit im Bereich von Land-, Bau-, Forst-, und Gartenbau Maschinen. Umgekehrt wird die Gesellschaft auch den Einkauf für Dritten organisieren, das heißt die Preis Verhandlung mit Hersteller, die Herstellung von Verträge bis zu Produkt Abnahme und die Organisation deren Lieferung, diese Leistungen werden auch in Rechnung gestellt. Die Gesellschaft kann auch gegebenen Fall auch Maschinen im Bereich Land-, Bau-, Forst-, und Gartenbau kaufen und in Verrechnung stellen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Art Schulden aufnehmen und kann Schuldinstrumente sowie nicht verzinslichen PEC, CPEC, Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schulforderungen, Scheinen und anderen Wertpapieren ausgeben.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.“

Sechster Beschluss

Infolge der vorhergehenden Beschlüsse wird die Satzung der Gesellschaft komplett neugefasst und in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

"Titel I. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist "EFN Inter Trading".

Die Gesellschaft kann ihre Aktivitäten auch unter Folgenden Handelsbezeichnungen ausüben: E.F.N. AGRO-TRADING und FELLER JEWELLERY CREATIONS

Art. 3. Die Haupt Aktivität der Gesellschaft ist die Herstellung, Reparatur und Vermarktung von Schmuck. Die Firma wird auch beratend agieren für die Herstellung von Schmuck. Diese Produkte werden vermarktet an Endkunde oder über Händler. Die Firma wird auch den Kauf von Edelsteine, Gold, Silber, Platin tätigen.

Die zweite Aktivität ist im Bereich Handel und Beratung. Die Gesellschaft wird anderen Firmen behilflich sein bei der Vermarktung von Ihre Produkte im Bereich Land-, Bau-, Forst-, und Gartenbau Maschinen Weltweit. Die Firma hilft bei der Vermarktung in dem sie Hersteller von Land-, Bau, Forst-, und Gartenbau Maschinen repräsentiert bei Endkunde, Händler, Importeuren und Messen in der ganze Welt. Sie Organisiert die Märkte, vertritt die Hersteller auf Messen, orga-

nisiert die Verkaufsunterlagen, Übersetzt oder lässt Übersetzen, die notwendigen Unterlagen, entwickelt Marketing Strategien um Märkte zu erobern. Organisiert die Lieferung von den verkauften Maschinen.

Die Gesellschaft steht auch für Marktforschungen Weltweit im Bereich von Land-, Bau-, Forst-, und Gartenbau Maschinen. Umgekehrt wird die Gesellschaft auch den Einkauf für Dritten organisieren, das heißt die Preis Verhandlung mit Hersteller, die Herstellung von Verträge bis zu Produkt Abnahme und die Organisation deren Lieferung, diese Leistungen werden auch in Rechnung gestellt. Die Gesellschaft kann auch gegebenen Fall auch Maschinen im Bereich Land-, Bau-, Forst-, und Gartenbau kaufen und in Verrechnung stellen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Art Schulden aufnehmen und kann Schuldinstrumente sowie nicht verzinslichen PEC, CPEC, Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schulforderungen, Scheinen und anderen Wertpapieren ausgeben.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bettembourg.

Er kann an jeden anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden durch Kollektivbeschluss der Gesellschafter.

Titel II. Kapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundvierzigtausend Euro (EUR 45.000,-), eingeteilt in viertausendfünfhundert (4.500) Anteile mit einem Nominalwert von zehn Euro (EUR 10,-), alle vollständig gezeichnet und voll eingezahlt.

Art. 7. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Art. 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 9. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafters an Nichtgesellschafter bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen von der Ablehnung der Abtretung an einen Nichtgesellschafter ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäss Abschnitt 5 und 6 von Art. 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.

Art. 11. Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Massnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Titel III. Verwaltung

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Art. 13. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Titel IV. Beschlüsse der Gesellschafter

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen. Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile und er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 15. Beschlüsse sind rechtskräftig, wenn sie von mehr als der Hälfte der Anteilsinhaber akzeptiert wurden.

Jedoch Beschlüsse, welche eine Satzungsänderung betreffen, werden durch die Mehrheit der Anteilsinhaber gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen, welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in einem Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in einem Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

Titel V. Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats Dezember, wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 18. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 19. Fünf Prozent (5%) des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Titel VI. Auflösung - Liquidation

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Titel VII. Allgemeine Bestimmung

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften, und dessen Abänderungen, verwiesen."

Siebter Beschluss

Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:

a) Frau Nicole FELLER, Verkäuferin, geboren am 04. Juli 1970 in Luxemburg, mit Berufsanschrift in L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord, für den Bereich des Schmuckateliers, welche unter der Handelsbezeichnung FELLER JEWEL-LERY CREATIONS ausgeübt wird, und

b) Herr Vincent EPINGER, Export Manager, geboren am 16. März 1969 in Créhange (Frankreich), wohnhaft in L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord, für den Bereich des Maschinenhandels, welche unter der Handelsbezeichnung E.F.N. AGRO-TRADING ausgeübt wird.

Kosten

Der Gesamtbetrag aller Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, welcher der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstehen oder berechnet werden, wird auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (1.500,-EUR) abgeschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der die deutsche und die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Antrag der Komparenten, dass diese Urkunde in Deutsch verfasst wurde, gefolgt von einer englischen Fassung; auf Antrag derselben Komparenten und im Fall von Abweichungen des deutschen und des englischen Textes, ist die deutsche Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Folgt die Englische Fassung des Vorhergehenden Textes:

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of February.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in the Grand-Duchy of Luxembourg under the denomination of "ALL INVESTMENTS", having its registered office in L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 175.133, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, then notary residing in Luxembourg, dated February 7th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 800 of April 4th, 2013.

The meeting is chaired by Mr Henri DA CRUZ, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Bob PLEIN, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Max MAYER, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that the four thousand five hundred (4,500) shares representing the total capital are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may validly deliberate, without prior notice, upon the items on its agenda, hereinafter reproduced.

The attendance list, signed "ne varietur" by the members of the bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, together with the proxy, to be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

1. Change the Legal form of the Company from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with immediate effect.

2. Conversion of the four thousand five hundred (4,500) "S.A." shares into "S.à r.l." shares.

3. Resignation of the present directors and discharge.

4. Resignation of the present statutory auditor and discharge.

5. Change of the name of the company into EFN Inter Trading

6. Change of the object of the company

7. Transfer of the registered office of the company to L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord.

8. Total restating of the Company's Articles of Incorporation.

9. Appointment of three managers.

10. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passes, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The General Meeting resolves to change the legal form of the Company from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with immediate effect.

Second resolution

The General Meeting resolves to convert the four thousand five hundred (4,500) "S.A." shares into four thousand five hundred (4,500) "S.à r.l." shares.

All the four thousand five hundred (4,500) "S.à r.l." shares are held by Mrs Nicole FELLER, Sales, born on 4th of July 1970 in Luxembourg, residing professionally in L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord

Third resolution

The General Meeting accepts the resignation of the present director Mr. Frédéric DEFLORENNE, with immediate effect and, by special vote, grants him discharge for the execution of his mandate until today.

Fourth resolution

The General Meeting accepts the resignation of the present statutory auditor Fiduciaire Deflorenne & Associés S.à r.l. with immediate effect and, by special vote, gives him discharge for the execution of his mandate until today.

Fifth resolution

The General Meeting resolves to:

- change the name of the company into "EFN Inter Trading".
- transfer address of the registered office of the company to L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord
- change the object of company as follows:

"The main activity of the company is the manufacturing, the repair and sale of Jewellery. The company will also be active as a consultant for the manufacturing of Jewellery. All these products shall be sold to end users or dealers. The company will also be active in buying and selling karat gold's, platinum, sterling and pure silver and quality gemstones (or precious stones)

The second activity is a sales representation and consulting one. The company will help other companies to sale their products worldwide in the field of agriculture, construction, forest and gardening machineries. The company help marketing products of manufactures of agriculture, construction, forest and gardening machineries by representing them by end users, dealers, importers and exhibitions worldwide. The company organize the market, represents the manufacturers, organize the sales documentation, translates or let translate the documentation, develop marketing strategies to develop new markets. It organizes also the delivery of machines.

The company is also responsible for marketing studies worldwide in the field of agriculture, construction, forest and gardening machineries. On the other hand the company will organize also the purchasing for companies, what does mean the general negotiations with suppliers, the development and writing of supply agreements, following the product accept-

ance and the organization of their delivery, these services shall be invoices. The company will be able also to buy and to sale products in the field of agriculture, construction, forest and gardening machineries.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes), preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates and debentures.

The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.”

Sixth resolution

As a consequence of the preceding resolutions the Articles of Incorporation of the Company are totally restated and shall henceforth have the following wording:

"Title I. Name - Object - Duration - Registered office

Art. 1. There exists a private limited liability company, which is governed by these Articles of Association as well as by the relevant legal provisions.

Art. 2. The name of the “société à responsabilité limitée” is "EFN Inter Trading".

The Company may also act under the following Brands: E.F.N. AGRO-TRADING and FELLER JEWELLERY CREATIONS

Art. 3. The main activity of the company is the manufacturing, the repair and sale of Jewellery. The company will also be active as a consultant for the manufacturing of Jewellery. All these products shall be sold to end users or dealers. The company will also be active in buying and selling karat gold's, platinum, sterling and pure silver and quality gemstones (or precious stones)

The second activity is a sales representation and consulting one. The company will help other companies to sale their products worldwide in the field of agriculture, construction, forest and gardening machineries. The company help marketing products of manufactures of agriculture, construction, forest and gardening machineries by representing them by end users, dealers, importers and exhibitions worldwide. The company organize the market, represents the manufacturers, organize the sales documentation, translates or let translate the documentation, develop marketing strategies to develop new markets. It organizes also the delivery of machines.

The company is also responsible for marketing studies worldwide in the field of agriculture, construction, forest and gardening machineries. On the other hand the company will organize also the purchasing for companies, what does mean the general negotiations with suppliers, the development and writing of supply agreements, following the product acceptance and the organization of their delivery, these services shall be invoices. The company will be able also to buy and to sale products in the field of agriculture, construction, forest and gardening machineries.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes), preferred equity certificates, convertible preferred equity certificates and debentures.

The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Bettembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the shareholders.

Title II. Capital - Shares

Art. 6. The corporate capital is set at forty-five thousand Euro (EUR 45,000.-), divided into four thousand five hundred (4,500) shares with a par value of ten Euro (EUR 10.-) each, all entirely subscribed and fully paid up.

Art. 7. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law governing commercial companies.

Art. 8. Each share entitles its owner to a proportional right in the Company's assets and profits.

Art. 9. Shares shall be freely transferable between associates.

They can only be transferred inter vivos or upon death to non-associates with the unanimous approval in writing of all the associates.

In this case the remaining associates have a preemption right, which they must use within 30 days from the date of refusal to transfer the shares to a non-associate person.

In case of use of this preemption right the value of the shares shall be determined pursuant to paragraph 6 and 7 of article 189 of the Company law.

Art. 10. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the associates.

Art. 11. For no reason and in no case, the heirs or creditors of the associates are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Title III. Management

Art. 12. The company shall be managed by one or several directors, who need not be shareholders, nominated and subject to removal at any moment by the general meeting.

Art. 13. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible.

As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Title IV. Decisions of the associates

Art. 14. Every associate may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 15. Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital.

However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by a majority of the associates representing seventy-five percent of the capital.

In case that the Company consists of only one shareholder, all the powers, which, in accordance to the law or the articles of incorporation, are assigned to the general meeting are exercised by the only shareholder.

Resolutions taken by the sole shareholder by virtue of these attributions must be mentioned in a protocol or taken in written form.

Contracts concluded between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder must also be mentioned in a protocol or be established in written form.

This disposition is not applicable for current operations made under normal conditions.

Title V. Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 16. The business year begins on the 1st of January of each year and ends on the 31st of December of the following year.

Art. 17. Every year, on the last day of December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 18. The financial statements are at the disposal of the associates at the registered office of the Company.

Art. 19. Out of the net profit, five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the associates.

Title VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be associates and who are appointed by the associates who will specify their powers and remuneration.

Title VII. General provision

Art. 21. For all points not regulated by these Articles of Association, reference is made to the provisions of the Law of 10th August, 1915 and its modifying acts, concerning trading companies."

Seventh resolution

The following are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time with effect from today:

a) Mrs Nicole FELLER, Sales, born on the 4th of July 1970 in Luxembourg, residing professionally in L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord Manager of the Branch of the Jewellery Manufactory, which shall be exploited under the Brand of FELLER JEWELLERY CREATIONS, and

b) Mr Vincent EPINGER, Export Manager, born on the 16th of March 1969 in Créhange (France), residing in L-3261 Bettembourg, 18, rue du Nord, Manager of the Branch of Machinery, which shall be exploited under the Brand of E.F.N. AGRO-TRADING.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it by reason of this deed, amount approximately to one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in German, followed by an English version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the German and the English texts, the German version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present deed.

Gezeichnet: Henri DA CRUZ, Bob PLEIN, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 février 2016. Relation GAC/2016/1506. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016075676/369.

(160040549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

3W Power S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 153.423.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

under private seal (the “AGM” or “Meeting”) of shareholders of 3W Power S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 153.423 (the “Company”), which will be held on *19 May 2016*, at 11.00 a.m. CET at the Hôtel Mercure Alfa Luxembourg Centre Gare, 16, place de la Gare, L-1616 LUXEMBOURG, in order to deliberate and vote upon the following:

A. AGENDA - Annual General Meeting (under private seal)

1. Presentation of the annual accounts, the report of the independent auditor (réviseur d'entreprises) on the annual accounts of the Company and the management report of the board of directors for the accounting year ended 31 December 2015;
The aforesaid documents are available for download at www.aegps.com. Upon individual request we can forward you an electronic version.
2. Approval of the annual accounts of the Company for the accounting year ended 31 December 2015;
3. Allocation of available earnings or losses for the accounting year ended as of 31 December 2015;
4. Granting of discharge to the members of the board of directors of the Company for the exercise of their mandates during the accounting year ended as of 31 December 2015;
5. Renewal of the mandate of Dr. Dirk Wolfertz as a non-executive member of the board of directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2019;
6. Renewal of the mandate of Mr. Willi Loose as a non-executive member of the board of directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2019;
7. Renewal of the mandate of Mr. Bernd Luft as a non-executive member of the board of directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2019;
8. Renewal of the mandate of Mr. Klaus Schulze as a non-executive member of the board of directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2019;
9. Renewal of the mandate of Mr. Keith Corbin as a non-executive member of the board of directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2019;
10. Renewal of the mandate of Mr. Jeffrey Casper as an executive member of the board of directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2019;
11. Approval of an aggregate annual amount of €100,000 per annum for remuneration of the board of directors to be allocated from the accounting year ending 31 December 2016;
12. Acknowledgement of the discharge to the independent auditor of the Company in office during the financial year ended 31 December 2015 for the exercise of its mandate during such period;
13. Appointment of PricewaterhouseCoopers (PWC), Société cooperative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, as independent auditor of the Company until the general meeting of the shareholders of the Company called to approve the annual accounts as of 31 December 2016;
14. Granting of special powers to any board member to implement all steps required in relation with the foregoing items of the agenda;

15. Miscellaneous.

B. Further terms of documentation, attendance and voting procedure

The annual report will be available to the shareholders for examination at the company's head office as well as on website www.aegps.com as Download.

> Quorum and majority

The AGM will validly deliberate on its agenda items regardless of the number of shareholders present or represented and of the number of shares held by them. The resolutions with respect to the AGM agenda items will be validly adopted by a simple majority of the votes validly cast by the shareholders present or represented.

Abstention and nil votes will not be taken into account.

> Invitation rules, Right to participate in the Meetings in person or vote by proxy

Invitations to the Meetings shall be performed by publication

- in a Luxembourg newspaper “Luxemburger Wort”;
- in the Luxembourg official gazette “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations”;
- in the German Federal Gazette (“Bundesanzeiger”);
- on the website of the Company;
- on the homepage of the Luxembourg Stock Exchange “Bourse de Luxembourg”.

Furthermore, it is recorded with the Luxembourg regulator of the financial sector “Commission de Surveillance du Secteur Financier” (CSSF) and the Luxembourg Stock Exchange.

Shareholders who hold one or more shares of the Company at 24:00 o'clock (Luxembourg Time) on the date falling fourteen (14) days prior to (and excluding) the date of the general meeting, so 4 May 2016 at 24:00 CET (the “Record Date”) according to the Company's register of shares or, where the shares are in registered form and are recorded in the Company's register of shares in the name of or on behalf of a securities settlement system or the operator of such system, or, where the shares are in bearer form and held by or on behalf of a securities settlement system or the operator of such system, according to the recorded book-entry interests in the accounts of a professional depository or any sub-depository according to article 8.2 of the Company's articles of incorporation shall be admitted to participate and vote at the Meetings.

> Notification of attendance in person or by proxy

Shareholders wishing to attend the Meeting(s) in person or by an authorized representative or who wish to vote via proxy should make sure that they register their intention to participate in the Meeting(s) by no later than 13 May 2016, 24.00 CET (date of receipt) at

- the official registration point at the share register (Aktienregister) at Computershare Operations Center; 80249 München, Germany on the following website: <https://investorportal.computershare.de/aegps> (registration point, URL Link for shareholder portal “Aktionärsportal”). On this website you can log-in with your shareholder number and your password, which you had received with the invitation to the annual general meeting of the shareholders in 2014. The password has not changed; if you changed it into a personal password, that one will still be valid, as well. If you should not remember your password, pls. contact Computershare via E-mail to aktionuersportal@computershare where you will get the required support. After login, you may register for the Annual General Meeting, print your admission ticket or have yourself represented by a proxy and if so issue voting instructions.
- Alternative you can register via a financial intermediary (the relevant depository bank).
- Furthermore, you can also register via facsimile to +49 30903-74675 or via E-mail to anmeldestelle@computershare.de.

If the above registration platforms are not available for a shareholder, this shareholder may register via

- investors@aegps.com.

Furthermore, participating shareholders have to provide the relevant documentation evidencing of their ownership of the shares (such as depository certificates issued by financial institutions, custodian banks and investment brokers maintaining securities account) of the shares and in the case of an authorized representative, supply evidence of the authority given to that person to represent the relevant Shareholder by no later than 13 May 2016 at 24:00 CET (receiving date). For proxies or formal authorization, a copy of such appointment being sufficient proof thereof.

Usually, your depository institute is handling the registration and the provision of evidencing proof of ownership of the shares for its customers. Therefore, please make sure to early involve your depository institute and order the registration.

Please note: Shareholders may only register one time with the relevant shares (via the above given registration addresses). Please make sure you avoid double-registrations.

> Vote by proxy

Shareholders who have complied with the notification and registration provisions set forth above, can give voting instructions by no later than 13 May 2016 at 24:00 CET to a company representative, which is hereunder the chairman of

the Meeting via <https://investorportal.computershare.de/aegps>, or to a third party via the Proxy and Voting Form as enclosed at the end of this convening notice, duly completed for each resolution of the Meeting(s), signed and sent to the Company in written form via <https://investorportal.computershare.de/aegps>, or

- anmeldestelle@computershare.de or facsimile: +49 89 30903-74675; or
- via investors@aegps.com, or
- by mail to Dr. Janine Rechel, General Counsel, c/o AEG Power Solutions BV, Weerenweg 29, 1161 AG Zwanenburg, The Netherlands, or by e-mail to janine.rechel@aegps.com.

Such written declaration via its participant or affiliated institution shall constitute an instruction appointing a proxy from the relevant registered shareholder confirming that the number of shares mentioned in each written declaration form part of a collective deposit and that the person mentioned in the declaration is entitled to exercise all rights attached to those shares and voting rights as a proxy in respect of such shares at the relevant general meeting of shareholders of the Company. Furthermore, the proxy shall mention whether the authorized participant shall be entitled to delegate his proxy to a third party by delivering such form of proxy executed in writing in accordance with the articles of incorporation of the Company.

One person may represent several or even all shareholders.

If proxy is given to the chairman of the Meeting, he will vote in accordance with the instructions given by the shareholder in the Proxy and Voting Form. If no instructions are given in the Proxy and Voting Form, the chairman of the Meeting will vote in favour of the proposed resolutions.

Completion and return of a Proxy and Voting Form will not prevent shareholders from attending at the Meetings as “visitor”.

The operator of a securities settlement system or a professional depository or sub-depository designated by such depository must, prior to the Meetings and at the latest on 13 May 2016 at 24:00 CET, provide to the Company

- (i) a certificate evidencing the identity of the shareholders and the number of shares held by each shareholder upon the Record Date (4th May 2016, 24:00 CET) and
- (ii) provide a spreadsheet of the voting instructions for each resolution of the Meeting in relation to the votes cast including a proxy to the chairman of the Meeting, to be returned to the Company prior to the date of the Meeting.

> **Right to vote through signed voting form**

Furthermore, all Shareholders may vote directly through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail, electronic voting or by any other means of communication, latest to be received at 13 May 2016 at 24:00 CET by the registration point (Computershare Operations Center, see above).

The shareholder may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes.

The Company will only take into account voting forms, which contain the minimum information as listed above and received prior to 13 May 2016, 24.00 CET.

> **Right to have additional items in the agenda of the Meeting(s)**

One or more shareholders holding together at least 3% of the issued share capital of the Company may:

- Add new items on the agenda of the AGM; and/or
- File proposed resolutions in relation with the existing or new items to the AGM agenda.

Such request(s) must be sent in writing by registered mail to Dr. Janine Rechel, General Counsel, c/o AEG Power Solutions BV, Weerenweg 29, 1161 AG Zwanenburg, The Netherlands or via e-mail to investors@aegps.com or to Janine.rechel@aegps.com.

Such requests to add new items or file further proposed resolutions (see above) must include either the text of the new agenda item together with a justification or a draft resolution to be adopted, or the wording of draft resolution(s) for an existing or proposed clearly identified agenda item(s). The request(s) should indicate a mail or e-mail address to which the Company may send an acknowledgement of receipt.

Such requests have to be accompanied by evidence of the requestor's shareholding in the Company and have to be submitted to the Company latest twenty two (22) days prior to the date of the AGM, so at the latest by 26 April 2016, 24:00 CET. The Company will acknowledge the receipt of such requests within 48 hours upon reception.

The Company will publish an updated agenda at the latest on 4 May 2016, 24:00 CET.

> **Further questions**

Shareholders may address all queries with respect to the Meetings by email to the following email address: investors@aegps.com

or to the following address:

AEG Power Solutions BV

Attn. Dr. Janine Rechel
Weerenweg 29
1161 AG Zwanenburg,
The Netherlands

On all related correspondence, kindly indicate the following notice:

“Annual general meeting of shareholders 3W Power S.A.”

All documentation and information required under the law of 24 May 2011 implementing the Directive 2007/36 EC of the European Parliament and of the Council of 11 July 2007 on the exercise of certain rights of shareholders of listed companies including the proposed resolutions shall be available on the website of the Company www.aegps.com or may be obtained by sending an e-mail to investors@aegps.com.

Luxembourg, on 14 April 2016.

Dr. Dirk Wolfertz
Chairman of the Board of Directors

Référence de publication: 2016091764/755/165.

**Cofipier S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Cofipier S.A.).**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 63.019.

—
L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires («l'Assemblée Générale») de la société «COFIPIER S.A.» (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 63.019, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en remplacement de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 janvier 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 329 du 11 mai 1998. Les Statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 décembre 2012, publié au Mémorial C, numéro 500 du 28 février 2013.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Damien MATTUCCI, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Générale Madame Marie-Line SCHUL, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée Générale choisit comme scrutateur Monsieur Cyrille TERES, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée Générale étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

A) Que les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée Générale ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée Générale déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007, telle qu'amendée, relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").»

2.- Modification de la dénomination sociale de la société en COFIPIER S.A.-SPF et modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société.

3.- Modification de l'article 17 des statuts de la Société.

4.- Mise à jour des statuts afin d'y intégrer les modifications apportées par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et modification subséquente de l'article cinq (5) par l'introduction d'un cinquième alinéa.

Ensuite l'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une société de détention de participation financière mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007 telle qu'amendée. Ainsi l'Assemblée Générale décide de modifier l'article quatre (4) des statuts de la Société, relatif à son objet social, pour lui donner la teneur suivante:

Art. 4. «La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007, telle qu'amendée, relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la société en «COFIPIER S.A.- SPF» et de modifier en conséquence l'article UN (1) des statuts comme suit:

Art. 1^{er}. «Il est formé une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «COFIPIER S.A. -SPF».»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article dix-sept (17) des statuts comme suit:

Art. 17. «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée et la loi du 11 mai 2007 telle qu'amendée, relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'adapter les statuts de la Société en tenant compte des modifications apportées par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

En conséquence, un nouveau cinquième alinéa est ajouté à l'article cinq (5) des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

Art. 5. (cinquième alinéa). «Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Grand-Duché de Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, au siège social de la Société, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, M.L. SCHUL, C. TERES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31099. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016067953/98.

(160030389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Global Finance I Sicav-Fis, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 194.989.

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am sechzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „GLOBAL FINANCE I SICAV-FIS“, mit Sitz in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 194989, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 11. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 694 vom 13. März 2015.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin und die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Britta Riepe, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

Änderung des Artikels 5 der Satzung.

Die Anlagegrenzen mit Bezug auf das deutsche Investmentsteuergesetz werden durch die Regelungen für luxemburgische Spezialfonds ersetzt.

Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle sich im Umlauf befindenden Aktien in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind, so dass diese ordnungsgemäß zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung beraten kann.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst Artikel fünf der Satzung wie folgt abzuändern:

Art. 5. Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen.

1. Das Fondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen angelegt.

2. Der Fonds kann grundsätzlich bis zu jeweils 30% des Netto-Fondsvermögens in gleichartige Titel ein und desselben Emittenten anlegen.

Diese Restriktion gilt nicht:

a) für Anlagen in Zielfonds, die Anforderungen an die Risikostreuung unterliegen, die den Anforderungen für spezialisierte Investmentfonds zumindest vergleichbar sind. Für Zwecke der Anwendung dieser Begrenzung ist jeder Teilfonds eines Zielfonds mit mehreren Teilfonds als separater Emittent zu betrachten, sofern der Grundsatz der Trennung der Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds gegenüber Dritten sichergestellt wird.

b) für Anlagen in Titeln, die von einem Mitgliedstaat der OECD oder seinen öffentlichen Gebietskörperschaften oder supranationalen Institutionen und Organisationen mit gemeinschaftlichem, regionalem oder weltweitem Charakter ausgegeben oder besichert werden. In jedem Fall müssen die im Fondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten darf.

In diesen Grenzen werden auch die Basiswerte aus derivativen Finanzinstrumenten berücksichtigt.

3. Der Fonds darf jeweils nicht mehr als 30% des Wertes des Netto-Fondsvermögens in flüssige Mittel, Sichteinlagen und un-/kündbare Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Die Bankguthaben sind nicht durch eine Einrichtung zur Sicherung der Einlagen geschützt.

4. Kredite zu Lasten des Fondsvermögens dürfen bis zu einer Höhe von 30% des Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden.

5. Der Fonds kann grundsätzlich flüssige Mittel halten, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen.

6. Der Einsatz abgeleiteter Finanzinstrumente („Derivate“) ist zur Erreichung der vorgenannten Anlageziele sowohl zu Anlage- als auch Absicherungszwecken vorgesehen. Er umfasst neben den Optionsrechten u.a. Swaps und Terminkontrakte auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Finanzindizes im Sinne des Artikels 9 Abs. 1 der Richtlinie 2007/16/EG und Artikel XIII der ESMA-Leitlinien 2014/937, Zinssätze, Wechselkurse, Währungen und Investmentfonds gemäß Art. 41 e) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 sowie auf andere Underlyings. Bei den sonstigen Underlyings handelt es sich u.a. um Edelmetalle, Rohstoffe, Investmentfonds die nicht gemäß Art. 41 e) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 aufgelegt wurden sowie Indizes auf vorgenannte Instrumente, bei denen es sich nicht um einen Finanzindex handelt.

7. Die vom Fonds in physischer Form erworbenen Edelmetalle werden im Tresor der Verwahrstelle bzw. im Tresor des Unterverwahrers der Verwahrstelle verwahrt. Die Verwahrung der vom Fonds physisch erworbenen Edelmetalle erfolgt in zugeordneter („allocated“) Form. Die gehaltenen Barren können eindeutig identifiziert und dem Fonds „zugeordnet“ werden. Sie befinden sich im wirtschaftlichen Eigentum des Fonds. Edelmetall in einem Depot gehört nicht zum Vermögen der Verwahrstelle bzw. deren Unterverwahrer und ist somit im Falle des Konkurses des Verwahrers bzw. dessen Unterverwahrers geschützt. Zugeordnetes Edelmetall wird nicht verliehen und ist nicht mit irgendwelchen Derivaten verbunden.

8. Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

9. Der Fonds kann während eines Zeitraums von sechs Monaten nach Zulassung von den vorgenannten Anlagegrenzen abweichen.

Für den Fonds können geeignete Dispositionen getroffen werden und mit Einverständnis der Verwahrstelle weitere Anlagebeschränkungen aufgenommen werden, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden sollen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: U. BERG, B. RIEPE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 21 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9285. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 30. März 2016.

Référence de publication: 2016085870/86.

(160053404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

**BPI Luxembourg, Société Anonyme,
(anc. C.L.I., Compagnie Luxembourgeoise Immobilière).**

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 105.237.

L'an deux mille seize, le vingt-trois mars.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE IMMOBILIÈRE» en abrégé «C.L.I.», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8009 Strassen, 19-21 route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.237, constituée suivant acte notarié en date du 17 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 17 janvier 2005, numéro 45 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié en date du 15 juin 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 août 2015 numéro 2273.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Flora GIBERT, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Cheryl GESCHWIND, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale en «BPI Luxembourg».
2. Modification de l'article 1 des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en BPI Luxembourg.

L'assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. La société existe sous la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée «BPI Luxembourg.».

La société est constituée et régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») et par les présents statuts (les «Statuts»).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, C. GESCHWIND et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 24 mars 2016. 1LAC/2016/9727. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016087599/54.

(160056078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2016.

Lisolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.750,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 117.503.

—
EXTRAIT

Il résulte de contrats de cession de parts sociales sous seing privé daté du 4 mai 2015, du procès-verbal de la réunion des associés tenue le 4 mai 2015 et du conseil de gérance du 4 mai 2015, que l'associé Jean Hoffmann S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, a transféré ses 125 parts sociales de la manière suivante:

- 42 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé TORRENT INVESTMENTS S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

- 42 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé Koliphi Investissement S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

- 21 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé Panoe Investment S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

- 20 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé EMMEZEDE S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

Il résulte de contrats de cession de parts sociales sous seing privé daté du 5 mai 2015, du procès-verbal de la réunion des associés tenue le 5 mai 2015 et du conseil de gérance du 5 mai 2015, que l'associé Sébastien Gravière, demeurant au 70, Trevese Crescent, #04-10, Trevese Park, 298071 Singapore, a transféré ses 25 parts sociales de la manière suivante:

- 8 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé TORRENT INVESTMENTS S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

- 8 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé Koliphi Investissement S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

- 4 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé Panoe Investment S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

- 5 parts sociales de la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg à l'associé EMMEZEDE S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

Le capital de la LISOLUX S.à r.l. est détenu, comme suit:

TORRENT INVESTMENTS S.à r.l.:	175 parts sociales
EMMEZEDE S.à r.l.:	50 parts sociales
Panoe Investment S.à r.l.:	50 parts sociales
Koliphi Investissement S.à r.l.:	175 parts sociales
Jean-Yves Nicolas:	50 parts sociales
Christophe Belche:	50 parts sociales

Référence de publication: 2016056822/43.

(160016779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Melies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 179.930.

DISSOLUTION

L'an deux mille seize, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société Primos Alternative Investments S.à r.l., agissant au nom et pour le compte de son compartiment D, une société à responsabilité limitée de titrisation de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L - 1724 Luxembourg, 3A, boulevard Prince Henri, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 181282,

ici dûment représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, par son mandataire susnommé, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société anonyme Melies S.A., ayant son siège social actuellement dénoncé, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, section B, sous le numéro 179930, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 août 2013, publié au Mémorial C numéro 2560 du 15 octobre 2013 (ci-après la «Société»), et

- qu'elle est l'actionnaire unique de la société et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La partie comparante a décidé de fixer le siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Deuxième résolution

La partie comparante a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les déclarations:

I.- Que le capital social de la société anonyme Melies S.A. pré-désignée, s'élève actuellement à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix Euros (EUR 310,-) chacune.

II.- Que l'activité de la société Melies S.A. ayant cessé et que la partie comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société et sa mise en liquidation.

III.- Que la partie comparante, en tant qu'Actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la Société.

IV.- Qu'en cette qualité, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

V.- Que la partie comparante est investie de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

VI.- Que partant, la liquidation de la société anonyme Melies S.A. est à considérer comme faite et clôturée.

VII.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des actions.

VIII.- Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'adresse suivante: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à mille euros, sont à charge de la société dissoute.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation GAC/2016/493. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016056877/49.

(160016456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

O.I.S., Orbis Investments Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 68, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 201.707.

L'an deux mille seize, le quinze janvier

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ORBIS INVESTMENTS SOLUTIONS», en abrégé O.I.S. ayant son siège social à L-8284 Kehlen, 2, rue Hiel, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 201.707, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 novembre 2015, pas encore publié au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Bob PLEIN, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pascal DEKNOP, gestionnaire, employé, ayant son domicile professionnel à Steinfort, 68, rue de Koerich.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. - Transfert du siège social avec effet immédiat vers L-8437 Steinfort, 68, rue de Koerich, et modification afférente du premier alinéa de l'article 4 des statuts.

2. - Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de transférer, avec effet immédiat le siège social vers L-8437 Steinfort, 68, rue de Koerich, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4. (Premier alinéa).** Le siège social est établi dans la commune de Steinfort (Grand-Duché de Luxembourg).»
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Max MAYER, Pascal DEKNOP, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation GAC/2016/503. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016056920/53.

(160016827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Carta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 488.111,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.331.

—
Extrait des résolutions des associés de la Société avec effet au 15 juillet 2015

- Acceptation de la démission de Mark VRISHOEF en tant que gérant de classe B de la Société.
- Nomination de Joel CÁRDENAS SAN MARTÍN, né le 3 mars 1978 à Bilbao (Espagne), demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérant de classe A:

- Valérie PECHON

Gérant de classe B:

- Joel CÁRDENAS SAN MARTÍN

Luxembourg, le 10 février 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Carta Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016064326/22.

(160026335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Bellivo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 82.436.

—
Par la présente, nous avons le regret de vous informer de notre démission comme commissaire aux comptes de votre société et ce, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 janvier 2016.

CO-VENTURES S.A.

Référence de publication: 2016062823/11.

(160024266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.
